



CHAPITRE 54

Loi concernant les claims miniers en temps
de guerre

[Sanctionnée le 29 mai 1942]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-
ment du Conseil législatif et de
l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit:

CHAPTER 54

An Act respecting mining claims in
wartime

[Assented to, the 29th of May, 1942]

HIS MAJESTY, with the advice and
consent of the Legislative Council
and of the Legislative Assembly of Quebec,
enacts as follows:

1941,
c. 35, a. 8,
remp.
Travaux
non exi-
gés.

1. L'article 8 de la loi 5 George VI,
chapitre 35 est remplacé par le suivant:

"8. Par dérogation aux dispositions de
la Loi des mines de Québec (Statuts refon-
dus, 1941, chapitre 196), tout détenteur
de claims ou de permis de mise en valeur
est soustrait à l'obligation d'effectuer les
travaux requis par l'article 79 de ladite loi
et cela même pour les fins de la réduction
de rente annuelle que le lieutenant-gouver-
neur en conseil peut accorder.

Applica-
tion.

La présente disposition s'applique aux
permis de mise en valeur dont la date
d'émission ou de renouvellement tombe
après le premier avril 1942, jusqu'à l'expi-
ration d'une période d'un an après la fin
de la présente guerre."

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur
le jour de sa sanction.

1. Section 8 of the act 5 George VI, 1941,
chapter 35, is replaced by the following: c. 35, s. 8,
replaced.

"8. Notwithstanding the provisions of Work not
the Quebec Mining Act (Revised Statutes, required.
1941, chapter 196), every holder of a
claim or of a development license shall
be exempt from the obligation to perform
the work required by section 79 of the said
act, even for the purpose of the reduction
in the annual rent which the Lieutenant-
Governor in Council may grant.

Applica-
tion.

This provision shall apply to develop-
ment licenses whereof the date of issue or
renewal is subsequent to the first of April,
1942, until the expiration of a period of
one year after the termination of the
present war."

Coming
into force.

2. This act shall come into force on the
day of its sanction.